

# PolySeSouvient / PolyRemembers

Étudiants et diplômés de Polytechnique pour le contrôle des armes  
Students and Graduates of Polytechnique for gun control

www.polysesouvient.ca ❖ info@Polysesouvient.ca ❖ @polysesouvient ❖ 514-816-7818



## Communiqué / News Release

### Gun control / Contrôle des armes :

#### Victim's families call on Liberals to table promised bill

#### Familles de victimes exhortent les Libéraux à déposer le projet de loi promis

**Montréal, Québec, Toronto, November 30<sup>th</sup> 2020** — On the eve of the 31st anniversary of the femicide at the **École Polytechnique** on December 6<sup>th</sup> 1989, survivors and families of victims of that tragedy, as well as relatives associated with the shootings that took place at **Dawson College** (2006), the **Quebec Mosque** (2017) and the **Danforth** neighbourhood in Toronto (2018), and a spokesperson of the **Polytechnique Student Association**, joined together for an online event to present their perspective on the political and legislative context with respect to gun control and to send a message to the federal government regarding **its commitment** to introduce legislation to render the assault weapon ban permanent, in addition to **other measures promised in the last election**, including:

- bans or further restrictions on handguns
- "red flag" law to improve preventative measures like temporary confiscation
- stronger storage requirement, particularly for handguns
- measures to prevent diversions or mass purchases
- improved border controls
- and restrictions on advertising.



Here (below) is what they had to say:

**Montréal, Québec, Toronto, 30 novembre 2020** — À la veille du 31<sup>ème</sup> anniversaire du féminicide à l'**École Polytechnique** le 6 décembre 1989, des survivants et familles de victimes ainsi que des proches associées aux tueries ayant eu lieu à au **Collège Dawson** (2006), à la **Mosquée de Québec** (2017) et dans le quartier de **Danforth** à Toronto (2018), de même qu'une représentante de l'**Association des Étudiants de Polytechnique**, se sont rassemblés aujourd'hui afin de présenter leur point de vue sur le contexte politique et législatif en lien avec le contrôle des armes et d'envoyer un message au gouvernement fédéral relatif à **son engagement** de déposer un projet de loi pour rendre permanent l'interdiction des armes d'assaut, en plus des autres mesures promises **dans le cadre des dernières élections fédérales**, dont :

- interdictions ou restrictions plus sévères pour les armes de poing
- mesure « drapeau rouge » pour améliorer les retraits préventifs
- renforcement des normes sur l'entreposage, particulièrement pour les armes de poing
- mesures pour empêcher les détournements et achats massifs d'armes
- bonification des contrôles frontaliers
- restrictions sur le marketing des armes à feu.

*Polysesouvient est un groupe de citoyens bénévoles, dont de nombreux témoins, survivants et familles des victimes du massacre du 6 décembre 1989, qui oeuvrent pour un meilleur contrôle des armes et dont les objectifs sont endossés par l'Association des Étudiants de Polytechnique, l'Association des étudiants aux cycles supérieurs de Polytechnique, le CA de l'Association des diplômés de Polytechnique, l'Ordre des ingénieurs du Québec, le Réseau des ingénieurs du Québec, l'École Polytechnique, l'École de technologie supérieure et plusieurs associations étudiantes de génie du Québec.*

A/S: [polysesouvient@gmail.com](mailto:polysesouvient@gmail.com) ; téléphone : 514-816-7818 ; [@polysesouvient](https://www.polysesouvient.ca) ; [www.polysesouvient.ca](http://www.polysesouvient.ca)

Voici ce qu'ils ont dit :



**Heidi Rathjen**

Diplômée de l'École Polytechnique (1990), témoin de la fusillade du 6 décembre 1989 et coordonnatrice de PolySeSouvient  
Graduate of the École Polytechnique, witness of the December 6th, 1989 shooting, coordinator of PolyRemembers

### FRANÇAIS

« Nous sommes très heureux du progrès concernant les armes d'assaut, soit les décrets annoncés le 1<sup>er</sup> mai dernier interdisant quelques 1,500 modèles spécifiques en plus de ceux qui ont été ajoutés à la liste en fonction de certains critères. Or, ceci n'est que le premier pas pour l'interdiction des armes d'assaut.

« Comme nous l'avons détaillé dans [une lettre au ministre datée du 11 mai dernier](#), il est nécessaire de compléter l'interdiction et de la rendre permanente par voie législative, en plus d'instaurer un programme de rachat qui initialement devait commencer [cette année](#). Ce programme devrait aussi être obligatoire selon la promesse électorale des Libéraux. »

« Nous attendons aussi un signal clair confirmant que la législation confrontera la question des chargeurs modifiables qui peuvent être facilement convertis à leur pleine capacité illégale. »

« En fait, la semaine dernière nous avons appris que, dans le cadre de la tuerie à Fredericton en 2018 (qui a fait quatre morts dont deux policiers), le tueur avait, lui aussi, [modifié son chargeur légal](#) pour qu'il accepte plus de balles que la limite légale. C'est le [quatrième tueur de masse qui l'a fait](#), à notre connaissance, en plus des auteurs des tueries à Moncton, au Métropolis lors de l'attentat contre Pauline Marois et à la Mosquée de Québec.

« Nous comprenons que nous sommes en pleine pandémie, mais justement, dans un contexte hautement anxiogène où les victimes de violence conjugale sont encore plus vulnérables et où il y a un risque accru de suicides — il serait question [du double](#) selon un récent reportage — le contrôle des armes s'avère tout aussi urgent. En fait, [les détails](#) du massacre en Nouvelle-Écosse révèlent que le tueur était lui-même fortement affecté mentalement par la pandémie et cela aurait pu être un des facteurs l'ayant poussé à l'acte.

« En avril dernier, le ministre avait dit qu'il entendait déposer un projet de loi avant l'été et que nous serions, tout comme les autres groupes concernés, consultés au préalable. Or, sept mois plus tard, nous n'avons pas encore été approchés pour des fins de consultation, et nous ne percevons aucune indication comme quoi le processus législatif aurait été entamé ou qu'il soit à la veille de l'être.

« Nous nous sommes donc rassemblés aujourd'hui pour, encore une fois, exprimer nos fortes inquiétudes face à la lenteur du processus pour en arriver au dépôt d'un projet de loi. Nous supplions le ministre Bill Blair de revenir à la charge dans le dossier du contrôle des armes et de respecter ses engagements sans tarder. »

### ENGLISH

"We are very happy with the progress with respect to banning assault weapons. We are referring of course to the May 1<sup>st</sup> Orders in Council prohibiting some 1,500 models, in addition to those since added to the list according to certain criteria. However, this is only the first step for a ban on assault weapons.

"Indeed, as we detailed in [a May 11<sup>th</sup> letter to the Minister](#), the ban through Orders in Council needs to be completed and rendered permanent through legislation, in addition to introducing a buyback program that was initially supposed to begin [this year](#) and that is supposed to be mandatory according to the Liberal's election promise.

"We are also waiting for a clear sign that the Liberals will address the issue of the availability of modifiable magazines that can be easily converted to their illegally full capacity.

"In fact, just last week we learned that the Fredericton shooter (who killed four people including two police officers in 2018) had also [modified his legal magazine](#) to accommodate more bullets than the legal limit. This [is the fourth case](#) of a mass shooter to do so, that we are aware of, that is, in addition to the authors of the shootings in Moncton, at the Metropolis against Pauline Marois and at the Quebec Mosque.

"We understand that we are in the midst of a pandemic, but in such a anxiety-inducing context — where victims of spousal abuse are more vulnerable and where the risk of suicide is increased (recent media reports talk [about double](#)) — gun control is equally urgent. In fact, [details about](#) the Nova Scotia killer made public last week show that he was himself strongly affected by the pandemic, and that this may have been one of the contributing factors that drove him to act.

"The Minister said last April that he intends to introduce legislation before the summer, and that our group, just like other relevant organizations, would be consulted beforehand. However, seven months later, we have yet to be consulted, and we see no indication that the legislative process has begun or that it is even about to begin.

"That is why we are gathered here today, to express once again our concern regarding the lack of perceptible progress towards the tabling of a bill. We urge Minister Bill Blair to return to the gun control file and to aim to meet his commitments without delay."



**Nathalie Provost**

Diplômée de Polytechnique (1990), survivante de la tuerie, porte-parole de PolySeSouvient

Graduate of the École Polytechnique (1990), mass shooting survivor, spokesperson for PolyRemembers

**FRANÇAIS :**

« J'ai fait face à un tireur qui avait un Ruger Mini-14 semi-automatique équipé de deux chargeurs de 30 balles. J'ai vu six camarades de classe périr à mes côtés et j'ai moi-même été atteinte quatre fois, le tout en quelques secondes.

« Oui, l'arme fait la différence. La force des coups de feu a joué un rôle déterminant ainsi que la capacité de tirer en rafale.

« La semaine dernière, nous avons appris que le tueur de masse de la Nouvelle-Écosse avait sur lui une variante de la AR-15 de marque 'Colt' et un Ruger-Mini-14, en plus d'un pistolet 'Ruger' et un pistolet 'Glock'. **Deux armes d'assaut et deux armes de poing, à l'aide desquelles il a fait 22 victimes.**

« Nous avons également appris que la GRC avait été avisée du fait qu'il possédait illégalement plusieurs armes, en plus de s'être montré abusif envers sa partenaire. Il s'agit là d'une occasion manquée de lui retirer ses armes.

« Le tueur avait deux sources: trois des quatre armes avaient été achetées aux États-Unis et importées illégalement, alors que le Mini-14 était légal et faisait partie d'une succession dont le tueur était exécuteur testamentaire. Étant donné que les armes non restreintes ne sont pas enregistrées, il a pu en prendre possession dans le cadre de la succession - sans détection.

« Il importe donc de contrer toutes les sources d'armes meurtrières des tueurs potentiels : le marché légal et le marché illégal : On doit renforcer les contrôles frontaliers, on doit interdire la possession privée d'armes d'assaut et, en même temps, on doit prendre au sérieux le signalement des risques par les citoyens. Toutes ces actions peuvent réduire les risques.

« **Cet été, un propriétaire légal a traversé le pays depuis le Manitoba avec l'intention de commettre un attentat contre le premier ministre, défonçant avec son véhicule la barrière de l'entrée de Rideau Hall avec plusieurs armes chargées dont une des armes d'assaut nouvellement prohibées. Cet incident le démontre clairement : le risque demeure aussi longtemps que de telles armes demeurent en circulation.**

« **Tout ceci pour dire qu'il est essentiel d'instaurer un programme de rachat obligatoire et de le faire rapidement, de manière à éviter de se retrouver dans l'obligation d'allonger l'amnistie de deux ans prévue à cet effet. »**

**ENGLISH:**

"I confronted a shooter who had a semi-automatic Ruger Mini-14 equipped with two 30-bullet magazines. I saw six classmates perish at my side and I myself was hit four times, all in a matter of seconds.

"Yes, the weapon makes the difference. The power of the shots is a determining factor. The ability to shot bullets in rapid succession is a determining factor.

"Last week **we learnt** that the Nova Scotia mass murderer was carrying a semi-automatic 'Colt' variant of the AR-15 and a Ruger-Mini-14, in addition to a 'Ruger' pistol and a 'Glock' pistol. **Two assault weapons and two handguns**, with which he killed 22 people.

We also learned that the RCMP **had been notified** that he was in possession of illegal guns, in addition to having abused his partner. This was a missed opportunity, where his guns could have been taken away from him.

The killer had two sources for his guns: three of the four guns were purchased in the United States and illegally imported, while the Mini-14 was legal and part of an estate for which the killer was the executor. Since unrestricted weapons are not registered, he could take possession of it as part of the estate - without detection.

"It is therefore important to counter all sources of a potential killers' lethal weapons: the legal market and the illegal market: Border controls should be strengthened, private ownership of the deadliest weapons should be prohibited and, at the same time, red flags signalling risk factors coming from citizens need to be taken seriously. All of these actions can reduce the risks.

"**This summer, a legal gun owner drove across the country from Manitoba with the intention of attacking the Prime Minister. As he crashed through the gate of Rideau Hall with his vehicle he was armed with several loaded weapons, including one of the newly prohibited assault weapons. What this incident clearly demonstrates is that the risk will remain as long as such weapons remain in circulation.**

"**All this to say that it is essential that a mandatory buy-back program be put in place, and that it be done without undue delay, so as to avoid the need to extend the two-year amnesty provided for this purpose."**



**Meaghan Hennegan**

Graduate of Dawson College,  
survivor of the 2006 shooting  
/ Diplômée du Collège  
Dawson, survivante de la  
tuerie de 2006

*"I was shot in the arm and in the hip during the Dawson shooting. My mother was beside me when it happened.*

*"I was shot with a Beretta CX4 Storm. This gun, like many others, should have been prohibited a long time ago.*

*"In fact, the coroner at the time said that had the spirit of the 1995 law been respected, it would have been prohibited.*

*"That's why my family, Anastasia de Souza's family and Hayder Kadhim, another survivor, have been calling for a ban on assault weapons since that tragic day 14 years ago.*

*"And that's why we cheered, last May 1<sup>st</sup>, when the Liberal government banned hundreds of models of assault weapons including the Beretta CX4 Storm... finally!*



**Kathlene Dixon**

Mère de Meaghan /  
Meaghan's mother

*"While we are happy about the May 1<sup>st</sup> Orders in Council, we feel that we have to speak out again because we fear that thousands if not tens of thousands of these weapons, including the one that was used to shoot my daughter, may remain in the hands of their owners.*

*"During the last election, the Liberal Party promised a complete ban, including a mandatory buy-back program like New Zealand's. However, since that time, there's been no confirmation of this and at least one media report saying the government was backing down on their commitment.*

*"Bill Blair has said he intends to table a bill that included an "evergreen" ban to prevent manufacturers from circumventing the ban with new models (like they did in the years following the 1991 and 1995 prohibitions). This is great news, but we have been anxiously waiting for this bill since the Spring with no sign of any progress.*

*"At the same time, we are worried that the Liberals will fold before the pressure of the gun lobby and allow current owners to keep them through grandfather clauses.*

*"There is no justification to allow these weapons to remain in circulation. The risk to public safety is much too great, [80% of Canadians want them banned](#) and the Liberals were elected on the promise to completely remove them.*

*"So, today my daughter and I want to say to the Liberal Government: Please ignore the usual self-serving rhetoric of the gun lobby. Do not compromise on public safety. When it comes to gun control, Canadians don't want any more broken promises or half measures."*



**Boufeldja Benabdallah**

Cofondateur et porte-parole  
de la Mosquée de Québec  
Cofounder and spokesperson  
of the Quebec Mosque

*« Depuis le 29 janvier 2017, je suis témoin de la souffrance inouïe subie par les veuves et les 17 orphelins de mes 6 amis tués dans le massacre qu'a connu notre communauté ainsi que la douleur et l'incapacité des victimes qui ont survécu. Sans oublier le stress ressenti jusqu'à aujourd'hui par toute la communauté musulmane.*

*« C'est grâce à l'accès facile aux armes à feu qu'un jeune homme troublé et rempli de haine a pu faire 6 morts, 5 blessés graves et 25 personnes traumatisées à vie, dont 4 enfants, en moins de 2 minutes. Voilà à quoi peut servir un pistolet 'Glock' avec cinq chargeurs de 10 balles.*

*« Le tueur avait aussi sur lui une arme d'assaut, équipée de deux chargeurs modifiés de manière à atteindre leur pleine capacité illégale de 30 balles chacun. Cette arme s'est — par pure chance! — enrayée, et on ne veut pas penser quel aurait été le bilan de morts si elle avait fonctionné comme prévu par son manufacturier!*

*« L'auteur du massacre à notre Mosquée possédait légalement toutes ces armes : des armes ou bien facilement dissimulables ou bien extrêmement puissantes et toutes capables de tirer en rafale. En d'autres mots : conçues pour maximiser la violence et le nombre de victimes.*

*« Nous félicitons donc le gouvernement Trudeau pour avoir enfin interdit les armes d'assaut par décret en mai dernier. Mais la tâche n'est pas complète.*

*« Rien n'a changé quant à la disponibilité légale des armes de poing, dont une a été suffisante pour causer ce massacre. Pas de progrès, malgré le fait que [7 Canadiens sur 10](#) appuient leur interdiction.*

*« De plus, rien n'a été fait pour éliminer les chargeurs modifiables. Nous demandons aussi de limiter le*



**nombre maximal de balles à 5 et non 10, comme le veulent 71% des Canadiens.**

« Et nous attendons toujours de savoir si le programme de rachat des armes d'assaut sera obligatoire – tel que promis.

« Enfin, nous nous retrouvons encore une fois devant des délais inexpliqués et sans échéancier. Encore une fois, nous sommes portés à croire qu'on fait face à un manque de priorité politique envers cette cause.

« N'attendez plus, monsieur le ministre. Le quatrième anniversaire de la tragédie à notre Mosquée approche... Vous avez fait un pas en avant, mais il faut accélérer le processus. »



**Camille Perron**

Coordonnatrice aux affaires externes de l'Association des Étudiants de Polytechnique, porte-parole du mouvement étudiant PAS ICI

External Affairs Coordinator of the Polytechnique Student Association, spokesperson for the NOT\_HERE student movement

« Il y a 31 ans, les étudiants de Polytechnique, dont Heidi dans une case ici à côté de moi, avaient accueilli la ministre de la Justice Kim Campbell pour lui présenter la pétition de 560,000 signatures réclamant l'interdiction des armes d'assaut, dont l'arme utilisée pour tuer 14 de nos consœurs et blesser autant d'autres.

« Pendant toutes les années depuis, l'Association des Étudiants de Polytechnique a appuyé le mouvement pour un meilleur contrôle des armes et au cours des dernières années, **18 autres associations représentant plus de 240,000 étudiants et étudiantes ont ajouté leur voix à la nôtre pour appuyer, plus précisément, l'interdiction des armes d'assaut, des armes de poing et des chargeurs à grande capacité.**

« Le mouvement se nomme « PAS ICI » (ou « NOT HERE ») car nous voulons à tout prix éviter le sort violent de nos voisins du sud où on peut en moyenne compter **une tuerie dans une école par semaine.**

« En effet, notre génération ne veut pas qu'on nous offre des solutions plus symboliques qu'autre chose comme les simulations de tireurs fous dans nos écoles, ce qui peut déjà être déjà traumatisant en soi.

« Nous voulons qu'au minimum, le gouvernement arrête de permettre la possession privée des armes conçues pour tuer rapidement et efficacement.

« C'est pourquoi malgré les récents progrès, notamment les décrets de mai dernier que nous applaudissons, il est nécessaire d'interpeller de nouveau le gouvernement. L'interdiction des armes d'assaut doit être complétée et rendue permanente, et cette interdiction devrait s'étendre aux armes de poing de même qu'aux chargeurs de plus de 5 balles.

« Nous attendons donc avec impatience que le gouvernement libéral agisse rapidement et ne tarde plus à entamer le processus législatif pour réaliser ses promesses électorales. »



**Jean-François Larivée**

Époux de Maryse Laganière, décédée le 6 décembre à Polytechnique

« J'étais étudiant à l'École Polytechnique lorsque j'ai perdu mon épouse Maryse lors de la tuerie.

« **Je suis ici pour signaler le soutien continu de nombreuses familles, dont les parents de victimes qui ont appuyé la cause depuis la tragédie.**

« Après plus de 30 ans, plusieurs d'entre eux sont décédés alors que d'autres n'ont plus la capacité de participer aux événements comme celui-ci comme avant.

« **Même si notre perte a eu lieu il y a trois décennies, on ne s'en remet jamais. La peine d'avoir perdu un être cher ne se dissipe pas avec le temps. C'est pourquoi il nous est tout aussi important aujourd'hui de faire ce que nous pouvons pour empêcher d'autres victimes et éviter d'autres familles de vivre la même peine.**

« Malheureusement, d'autres proches de victimes ont dû se joindre à notre cause.

« Ensemble, nous devons montrer que derrière les statistiques se trouvent des humains et que chaque vie perdue en est une de trop. »



**Claire Smith**

Mother of Samantha Price,  
spokesperson of [Danforth  
Families for Safe Communities](#)

*"We are Claire Smith and Ken Price, parents of Samantha Price, who is one of the survivors of the Danforth mass shooting in July of 2018.*

*"That night, 13 were injured, and two young girls were killed, in the space of about 10 minutes by a single person with a gun, acting out of hate.*

*"Victims and families of the Danforth shooting, who we represent today, gathered in 2019 to ask for action from our federal government. Since that time, we have been consistent and unwavering in our requests.*

*"Indeed, the deadliest kinds of firearms should not be in the hands of private citizens.*

*"That is why we support banning assault-style weapons, in solidarity with other individuals and groups directly affected by that type of gun, and also why we and others affected by the Danforth shooting are particularly concerned with the widespread and growing number of handguns in private hands for recreational purposes.*

*"Many handguns that end up being used in crimes are illegally smuggled across the border and that is why we support crime control and stronger border controls.*

*"At the same time, handguns used to kill and terrorize are often legally purchased and then illegally sold or otherwise diverted to criminals through straw purchases.*

*"Data obtained from Public Safety Canada says there were close to 1.1 million registered handguns in Canada in 2019. That's three quarters of a million additional handguns in circulation in 15 years, an increase of over 200%.*

*"Too often handguns obtained through legal channels are used to kill by their registered owners, as happened in the case of the Mosque shooter, or are stolen from legal owners or retail stores, as was the Smith and Wesson MP40 handgun that was used on the Danforth that night."*



**Ken Price**

Father of Samantha Price, one  
of the survivors of the  
Danforth mass shooting,  
spokesperson of [Danforth  
Families for Safe Communities](#)

*"That is why, in addition to going after illegal handguns, we also want to ban private ownership of handguns, as do 70% of Canadians according to multiple professional polls, such as the one from Angus Reid published last May.*

*"We also – again in line with a majority of Canadians: **7 out of 10** according to an Environics poll also carried out last May – want a national ban as opposed to the idea of offloading that responsibility to municipalities as the Liberals still seem to be considering, although developments on that front is unclear.*

*"It's been over two years since our daughter was shot, there's been zero legislative progress on handguns and the situation just keeps getting worse.*

*"Last week, the 2019 RCMP Commissioner's Firearms Report was made public. The number of restricted weapons increased by more than 70,000 compared to 2018.*

*"According to statistics published by the Toronto Police Service, the number of shooting incidents in Toronto in 2019 grew by 15% and the number of injuries and deaths grew by 24% compared to 2018, the year of our tragedy. The number of reported gun crimes has grown steadily as well, as more handguns have been accumulated in private hands. From 2014 to 2019, Toronto police shows growth of about 2.7 times the number of firearm-related incidents, injuries and deaths.*

***"We are heading down the wrong path, the trend lines are continuing to show the public is at risk, and we need to reverse this trend before it is too late!"***

*We therefore stand in solidarity with our fellow Canadians whose lives have been shattered like ours. We are counting on the Liberal government to protect our rights as Canadians to live in safety without the fear of gun violence.*

*Please do the right and democratic thing. Move forward without delay to fulfill your commitments to strengthen our gun control law, in the name of public safety.*

- 30 -

Contacts:

- Heidi Rathjen: 514-816-7818 (via texto de préférence, via text preferably) or [info@polysesouvient.ca](mailto:info@polysesouvient.ca)
- Nathalie Provost: survivante : 514-796-0142
- Kathlene Dixon: 514-299-5160
- Meaghan Hennegan: 514-586-2364
- Boufeldja Benabdallah: 418-454-7526
- Camille Perron: 514-792-4954 ou [externe@aep.polymtl.ca](mailto:externe@aep.polymtl.ca)

- Jean-François Larivée, mari de Maryse Laganière (Polytechnique): 514-608-1897
- Claire Smith and Ken Price: 416-580-3184